

Publié le 11/06/2019 à 08:14

La réorganisation du réseaux des trésoreries et centres des impôts du département est lancée. Elle veut privilégier les points de contact avec les contribuables, mais les syndicats sont dubitatifs.

On les appelait officiellement Maisons de services au public, mais depuis que le président de la République, Emmanuel Macron, en réponse aux Gilets jaunes, a redécouvert ce qui existait déjà, il faut désormais parler des Maisons France services où les citoyens de la ville comme de la campagne sont censés trouver les réponses à leurs questions et à leurs démarches. Que ce soit pour leur imposition, la sécurité sociale ou Pôle emploi.. . En gros, au nom du principe de proximité, il s'agit pour les finances publiques comme pour les autres administrations territoriales d'aller au-devant des administrés dans leurs communes, en se débarrassant du vieux réseau de trésoreries et de centres des impôts devenus avec l'avènement d'internet, un peu encombrants. En Haute-Garonne, le plan concocté par la direction régionale prévoit pour 2020 de s'appuyer sur 47 de ces «points de contact». Mais ce redéploiement va s'accompagner de la fermeture, au final, de 17 trésoreries, dont celles de l'Union et Colomiers.

«Les directeurs locaux se félicitent de vouloir implanter un accueil de proximité dans 47 communes contre 30 actuellement, mais c'est un leurre, s'indigne Jean-Marc Servel, le délégué CGT. Il faut savoir que 33 de ces accueils seront des lieux à multiples usages, c'est-à-dire sans la pleine compétence professionnelle des agents des Finances. La réalité, c'est que le paiement au guichet des trésoreries, c'est terminé. L'heure est à la dématérialisation et au zéro cash. C'est à se demander si les pièces et les billets ont toujours cours». Pour l'intersyndicale, ce projet présenté comme «le Saint Graal» des usagers, qu'ils soient particuliers, professionnels ou collectivités locales, n'est que de la poudre aux yeux. «Il est clair qu'il n'y aura jamais 47 agents des finances publiques sur le terrain, prévient Jean-Marc Servel, la réalité, c'est que ce sont des équipes mobiles qui sillonneront le département pour une présence une fois par semaine dans chaque mairie»...Les syndicats, qui appellent à un rassemblement aujourd'hui (lire ci-contre), regrettent que le plan de réorganisation ne fasse jamais allusion au devenir des agents, ni à l'organisation du travail. «La CGT n'a pas pour rôle d'accompagner la destruction de nos missions, de nos emplois, et des droits des agents, souligne Jean-Marc Servel. Ce plan, c'est la mobilité forcée et les détachements d'office». Avec la seule question qui vaille, in fine. Le contribuable y retrouvera-t-il son compte ?

Le chiffre : 47

Le plan concocté par la direction régionale des finances prévoit pour 2020 de s'appuyer sur 47 «points de contact de proximité», notamment dans les maisons France Services, dont trois ont déjà été mises en place à Bessières, Nailloux et Villemur-sur-Tarn. En échange, 17 trésoreries vont fermer.

Rassemblement aujourd'hui

La CGT appelle à un rassemblement des personnels devant la délégation régionale des finances publique, rue des Lois, à 11 h 30 ce matin. Le syndicat demande l'arrêt des suppressions d'emplois, l'abandon de tous les projets en cours y compris de la «géographie revisitée» du directeur général, des expérimentations d'agences comptables, de la concentration des services impôts des entreprises. La CGT milite pour la mise en place d'un plan ambitieux de recrutement de personnels titulaires à la hauteur des besoins, pour l'ouverture de véritables discussions sur le devenir des missions, des implantations territoriales et le maintien des garanties individuelles et collectives et enfin pour une opération massive de «repyramidage» des emplois par une amélioration des volumes de promotions et pour l'augmentation de la valeur du point d'indice.